

Une nouvelle politique euro-méditerranéenne

La priorité de la nouvelle politique euro-méditerranéenne est de comprendre ce qui se passe afin de résister au désenchantement dont a témoigné l'absence de la quasi-totalité des chefs d'Etats du sud lors de la dernière conférence de Barcelone. Il y a 10 ans c'était l'euphorie : le processus de paix en Palestine paraissait solide et l'effondrement du bloc soviétique faisait de l'économie de marché et de la démocratie des évidences universelles. Paix et prospérité étaient là, à portée de main. Le partenariat euro-méditerranéen en était le mode d'emploi. Pourtant dans les Balkans l'Europe avait déjà montré ses limites politiques et militaires. Ailleurs en Méditerranée elle dut vite se résoudre à un rôle de spectateur : la Palestine vit un cauchemar quotidien et l'Irak est un champ de bataille incertain. Les Etats-Unis ont ainsi renforcé leur rôle politique dans la zone, bien supérieur à celui de l'UE. Au sud chaque pouvoir a compris que l'alliance américaine était primordiale. Par ailleurs la situation économique et sociale, malgré des efforts énormes, n'est toujours pas à la hauteur des enjeux et le fossé Nord-Sud ne cesse de s'accroître. C'est que la transition vers une économie ouverte est un processus complexe, qui déstabilise nécessairement les pouvoirs en place. Or l'UE, qui sait très bien mener des processus contraignants pour les candidats à l'adhésion, est là sans moyens d'action autres que ceux d'un banquier parmi d'autres. Enfin la montée du terrorisme et l'explosion des migrations se sont imposées comme des enjeux prioritaires. La nouvelle politique euro-méditerranéenne doit s'adapter lucidement à ces réalités. Il faut donc pour un temps mettre de côté les grandes ambitions politiques et accepter que l'UE, fragilisée à l'intérieur, ne soit pas encore un acteur international capable d'orienter le cours des choses. Pour autant, la géographie s'impose. Nous sommes voisins et nous avons tous besoin de stabilisation. Au delà des rêves, le quotidien nous appelle.

L'essentiel est par conséquent de trouver un canal de communication pour proposer une politique et une culture qui soient loin des stéréotypes et des polémiques stériles. Si le partenariat euro-méditerranéen est difficilement un espace pertinent de construction politique, il peut facilement être celui de projets concrets fédérateurs des énergies autour d'enjeux identifiés en commun. Loin d'être la traduction nécessairement déséquilibrée et parfois condescendante de l'aide du nord au sud, de ceux qui sauraient vers ceux qui devraient apprendre, renonçant à la transposition d'un modèle, le partenariat renouvelé pourrait témoigner de la volonté des responsables de faire face ensemble à des difficultés communes et de lancer ensemble de grands programmes structurants. Sans autre objectif que de répondre aux besoins concrets des populations. Les exemples sont nombreux et exaltants. Grandes infrastructures de transports et de communication, gestion de l'eau pour les agriculteurs comme pour les urbains, lutte contre la pollution de la Méditerranée, gestion des risques naturels, maîtrise urbaine, mobilisation de l'épargne des migrants, implication des diasporas, maillage de l'espace universitaire et culturel, création d'entreprises, etc. La liste est longue des sujets pour lesquels le processus euro-méditerranéen pourrait être le lieu de propositions et de mise en place d'outils spécifiques communs, mobilisant les compétences et les financements du nord comme ceux du sud. Car le sud est riche de son potentiel humain et de ses ressources naturelles. Il lui appartient, dans sa diversité, de décider de la forme de leur mobilisation, en tant qu'acteur pleinement responsable, et pas comme l'élève plus ou moins bon d'enseignants étrangers.

Dans un tel contexte les associations de pouvoirs locaux et régionaux peuvent tenir un rôle déterminant grâce à des actions concrètes et de terrain. Elles sont au contact direct des populations et peuvent identifier les besoins prioritaires dont la satisfaction dans un délai raisonnable donnerait un crédit immédiat à un partenariat jusque là trop abstrait. C'est leur

mobilisation qui permettra de passer à l'étape suivante du partenariat. Jusque là l'effort principal a été concentré sur la stabilisation macro-économique. C'était et cela reste indispensable. Mais si l'on veut dépasser les hésitations actuelles et redonner confiance aux acteurs de terrain, il faut changer d'échelle, passer à une vitesse supérieure et répondre au quotidien des gens confrontés, dans un contexte de pression démographique, à une urbanisation croissante et à une agriculture fragilisée. Les associations de pouvoirs locaux et régionaux ne s'embarrassent pas directement d'idéologie et sont moins dépendantes des grandes perspectives politiques. Elles vivent la réalité des hommes et des femmes, ici et maintenant, et recherchent des solutions pragmatiques aux problèmes de tous les jours. Leur horizon est à court terme. Or l'espace euro-méditerranéen, qui fait plutôt l'objet de grandes envolées et de visions à long terme, a justement besoin d'un ancrage dans le concret, et vite ! Sans quoi le feu des fanatismes et de la régression identitaire balayera tout. Les responsables locaux, au-delà des modes, restent porteurs d'une volonté d'agir en commun. Il y a entre eux une solidarité spontanée. Les problèmes sont souvent les mêmes, et chacun aspire à savoir comment le voisin fait face en dehors de toute hiérarchie. Contre le désenchantement et les illusions perdues, seule une remobilisation optimiste et humaine peut redonner un espoir dans la politique euro-méditerranéenne.